RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Département du Finistère (5e Circonscription)

Elections législatives du 23 Novembre 1958

Electrices, Electeurs,

Le 23 novembre vous élirez votre député.

Les principales causes du malaise politique en France étaient, dit-on, au nombre de trois:

1°) La mauvaise Constitution;

2°) Le système électoral;

3°) L'instabilité de la majorité à l'Assemblée Nationale.

Avec le Général de GAULLE beaucoup de choses ont déjà changé.

Une Constitution nouvelle a été donnée, un système électoral nouveau institué.

L'instabilité de la majorité ne dépend que de vous.

Malgré l'amélioration du climat politique, les grands problèmes ne sont pas pour autant résolus.

L'Algérie a, par son vote massif du **OUI** au référendum, signifié qu'elle voulait rester Française. La Personnalité Algérienne dont a parlé le Général sera par ce dernier définie et ses contours dessinés.

Il faudra fortifier le caractère défensif de la sécurité collective de l'Occident et s'atteler à la tâche immense de réduire les armements, la paix étant le grand objectif.

Construire l'Europe est une tâche énorme à laquelle la France ne saurait se dérober.

En politique intérieure, les problèmes économiques et plus spécialement en notre région ceux de la crise paysanne exigent d'urgentes et claires solutions.

Les paysans ne sont pas des quémandeurs de subventions. Depuis trop d'années les gouvernements qui ont dirigé notre pays ont, soit par des importations de choc de produits agricoles, soit par une fixation abusivement basse des prix de ces mêmes produits, tenté d'opposer aux revendications des centrales syndicales un barrage dont l'agriculture faisait à tous coups les frais. Je n'ai cessé de m'opposer à de telles opérations.

Pour mettre un terme à de telles méthodes, la loi des indexations des produits agricoles et notamment la loi Laborde (Indépendant Paysan), mise récemment en application, est un modèle du genre qu'il faudra étendre à d'autres productions.

Les marchés agricoles doivent être réorganisés. Une société d'économie mixte en création dans le Nord-Finistère mettra, nous en sommes persuadés, un terme à l'anarchie dont les producteurs du marché légumier sont les tristes victimes en période de production excédentaire.

Faire du Neuf. Notre souci veillera à ce que ce neuf soit raisonnable.

Le Marché Commun est une grande aventure. Ne gâchons pas nos modestes chances. Il faut y réussir.

Produire n'est rien. Vendre avec rentabilité c'est toute l'affaire. C'est la seule condition du maintien de l'exploitation familiale qui se refuse à la mendicité.

Anciens combattants, pensionnés, retraités, anciens prisonniers, vieillards, malades, inscrits maritimes, vous êtes les premières victimes désignées de la course-poursuite effrénée des salaires et des prix.

Pour vous, la stabilité des prix et de la monnaie est la seule assurance que les avantages par vous péniblement acquis soient préservés.

Commerçants, industriels, artisans, votre prospérité dépend trop de la prospérité rurale pour que les victoires des uns ne soient pas les vôtres.

Atténuer les charges multiples, simplifier la fiscalité, remplacer les impôts indirects par un seul impôt à la production, mettre fin à une patente désuète et

compenser sa disparition par une contribution plus équitable, diminuer le taux d'escompte des prêts indispensables à vos activités, tels sont les buts urgents et nécessaires pour pallier au marasme que l'on sent venir.

Favoriser la construction par les méthodes les moins coûteuses.

Donner à ceux qui n'en sont pas bénéficiaires ou qui le sont si peu, le bénéfice d'une protection sociale indispensable me paraît, tant pour les ruraux que pour les habitants des villes, une juste cause à gagner.

L'intéressement dans le résultat des entreprises, dans leur productivité, sera, n'en doutez pas, un sujet d'études puis d'action pour celui qui aujourd'hui nous gouverne et avait le premier, pour la classe ouvrière, parlé de l'association du capital-travail.

Cela ne pourra être réalisé qu'avec le consentement mutuel des patrons et des ouvriers.

Dans la nouvelle Constitution, l'Etat est « Laïc ». C'est vrai. Mais les grands mots de Liberté et de Justice ne seraient que des mots creux si la liberté scolaire et la justice scolaire, qui en sont les corollaires, n'entraient pas dans les faits.

Le chef du gouvernement est trop épris de justice pour que soit maintenu le statu quo qui n'est pour la liberté d'enseignement qu'un ballon d'oxygène. Il interviendra, n'en doutez pas, pour une solution plus humaine, plus équitable. Mes efforts dans ce sens ne se relâcheront pas.

Equipement scolaire, équipement scientifique, vulgarisation agricole sont autant de secteurs à développer pour que la jeunesse s'épanouisse et joue son grand rôle dans le redressement de la Patrie.

Il faudra faire l'impossible pour que le monopole presque exclusif de la S.N.C.F. en matière de transports soit tempéré par une extension des licences de transports, sans quoi notre Pays, dont la voirie a besoin d'être améliorée, risque de voir anéantir son expansion économique.

Pour qu'un tel programme soit accompli, pour que la politique du Général de GAULLE soit consolidée et poursuivie, ne donnez pas vos voix à ceux des candidats **qui ont voté NON au référendum** ni à ceux qui, comme M. Louis GUILLOU (M.R.P). ou P. ABEGUILE, ont déjà en 1951 fait, sur deux listes différentes, opposition à la liste du R.P.F. du Général de GAULLE dont j'étais le candidat numéro un.

Mon suppléant M. Pierre DANTEC, président départemental de la Mutualité Sociale Agricole, est en tous points digne de vos suffrages.

En votant pour moi, vous voterez pour le redressement de la Nation et pour un candidat qui n'a pas attendu le mois de mai ni le mois de septembre 1958 pour dire **OUI** au Général de GAULLE.

Le Candidat,

Joseph PINVIDIC

Docteur-Vétérinaire,

Maire de LANDIVISIAU,

Conseiller Général,

Député sortant,

Républicain Indépendant et Paysan.

Imprimerie du « Télégramme », place Wilson. - BREST